

SENATO DELLA REPUBBLICA

XII LEGISLATURA

N. 875

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli affari esteri**
(MARTINO)

di concerto col **Ministro del tesoro**
(DINI)

e col **Ministro del lavoro e della previdenza sociale**
(MASTELLA)

(V. Stampato Camera n. 928)

approvato dalla Camera dei deputati il 20 settembre 1994

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 21 settembre 1994*

Ratifica ed esecuzione del Protocollo di emendamento alla
Carta sociale europea, fatto a Torino il 21 ottobre 1991

INDICE

Disegno di legge	<i>Pag.</i>	3
Testo del Protocollo	»	5
Traduzione non ufficiale	»	11

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Protocollo di emendamento alla Carta sociale europea, fatto a Torino il 21 ottobre 1991.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 8 del Protocollo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

**PROTOCOLE PORTANT AMENDEMENT
À LA CHARTE SOCIALE EUROPÉENNE**

XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole à la Charte sociale européenne, ouverte à la signature à Turin le 18 octobre 1961 (ci-après dénommée « la Charte »),

Résolus à prendre des mesures propres à améliorer l'efficacité de la Charte, en particulier le fonctionnement de son mécanisme de contrôle;

Considérant dès lors qu'il convient d'amender certaines dispositions de la Charte,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

L'article 23 de la Charte se lit comme suit :

« Article 23

Communication de copies des rapports et observations

1. Lorsqu'elle présentera au Secrétaire Général un rapport en application des articles 21 et 22, chacune des Parties contractantes adressera une copie de ce rapport à celles de ses organisations nationales qui sont affiliées aux organisations internationales d'employeurs et de travailleurs invitées, conformément à l'article 27, paragraphe 2, à se faire représenter aux réunions du Comité gouvernemental. Ces organisations transmettront au Secrétaire Général leurs observations éventuelles sur les rapports des Parties contractantes. Le Secrétaire Général enverra copie de ces observations aux Parties contractantes concernées, qui pourront faire part de leurs remarques.
2. Le Secrétaire Général adressera une copie des rapports des Parties contractantes aux organisations internationales non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe et particulièrement qualifiées dans les matières régies par la présente Charte.
3. Les rapports et observations visés aux articles 21 et 22 et au présent article seront disponibles sur demande. »

Article 2

L'article 24 de la Charte se lit comme suit :

« Article 24

Examen des rapports

1. Les rapports présentés au Secrétaire Général en application des articles 21 et 22 seront examinés par un Comité d'experts indépendants constitué conformément à l'article 25. Le comité sera également en possession de toutes observations transmises au Secrétaire Général conformément au paragraphe 1 de l'article 23. A l'issue de son examen, le Comité d'experts indépendants rédigera un rapport contenant ses conclusions.
2. En ce qui concerne les rapports visés à l'article 21, le Comité d'experts indépendants appréciera, d'un point de vue juridique, la conformité des législations, réglementations et pratiques nationales avec le contenu des obligations découlant de la Charte pour les Parties contractantes concernées.
3. Le Comité d'experts indépendants pourra s'adresser directement à une Partie contractante pour lui demander des informations et précisions complémentaires. A cette occasion, il pourra, en outre, avoir, si nécessaire, une réunion avec les représentants d'une Partie contractante, soit à son initiative, soit à la demande de la Partie contractante. Les organisations mentionnées au paragraphe 1 de l'article 23 seront tenues informées.

XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

4. Les conclusions du Comité d'experts indépendants seront rendues publiques et transmises par le Secrétaire Général au Comité gouvernemental, à l'Assemblée parlementaire ainsi qu'aux organisations mentionnées aux paragraphes 1 de l'article 23 et 2 de l'article 27. »

Article 3

L'article 25 de la Charte se lit comme suit :

« Article 25

Comité d'experts indépendants

1. Le Comité d'experts indépendants sera composé d'au moins neuf membres élus par l'Assemblée parlementaire à la majorité des voix exprimées sur une liste d'experts de la plus haute intégrité et d'une compétence reconnue dans les matières sociales nationales et internationales, qui seront proposés par les Parties contractantes. Le nombre exact de membres sera fixé par le Comité des Ministres.
2. Les membres du comité seront élus pour une période de six ans ; ils seront rééligibles une fois.
3. Un membre du Comité d'experts indépendants élu en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré achèvera le terme du mandat de son prédécesseur.
4. Les membres du comité siégeront à titre individuel. Durant tout l'exercice de leur mandat, ils ne pourront assumer de fonctions incompatibles avec les exigences d'indépendance, d'impartialité et de disponibilité inhérentes à ce mandat. »

Article 4

L'article 27 de la Charte se lit comme suit :

« Article 27

Comité gouvernemental

1. Les rapports des Parties contractantes, les observations et informations transmises conformément aux paragraphes 1 de l'article 23 et 3 de l'article 24, ainsi que les rapports du Comité d'experts indépendants seront communiqués à un Comité gouvernemental.
2. Ce comité sera composé d'un représentant de chacune des Parties contractantes. Il invitera deux organisations internationales d'employeurs et deux organisations internationales de travailleurs, au plus, à envoyer des observateurs, à titre consultatif, à ses réunions. Il pourra, en outre, appeler en consultation des représentants d'organisations internationales non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe et particulièrement qualifiées dans les matières régies par la présente Charte.
3. Le Comité gouvernemental préparera les décisions du Comité des Ministres. En particulier, à la lumière des rapports du Comité d'experts indépendants et des Parties contractantes, il sélectionnera, de manière motivée, sur la base de considérations de politique sociale et économique, les situations qui devraient, à son avis, faire l'objet de recommandations à l'adresse de chaque Partie contractante concernée, conformément à l'article 28 de la Charte. Il présentera au Comité des Ministres un rapport qui sera rendu public.
4. Sur la base de ses constatations relatives à la mise en œuvre de la Charte en général, le Comité gouvernemental pourra soumettre des propositions au Comité des Ministres visant à ce que soient entreprises des études sur des questions sociales et sur des articles de la Charte qui pourraient éventuellement être mis à jour. »

Article 5

L'article 28 de la Charte se lit comme suit :

« Article 28

Comité des Ministres

1. A la majorité des deux tiers des votants, seules les Parties contractantes ayant le droit de vote, le Comité des Ministres adoptera, sur la base du rapport du Comité gouvernemental, une résolution portant sur l'ensemble du cycle de contrôle et contenant des recommandations individuelles à l'adresse des Parties contractantes concernées.
2. Compte tenu des propositions faites par le Comité gouvernemental conformément au paragraphe 4 de l'article 27, le Comité des Ministres prendra les décisions qui lui semblent appropriées. »

Article 6

L'article 29 de la Charte se lit comme suit :

« Article 29

Assemblée parlementaire

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe transmettra à l'Assemblée parlementaire, en vue de débats périodiques en séance plénière, les rapports du Comité d'experts indépendants et du Comité gouvernemental, ainsi que les résolutions du Comité des Ministres. »

Article 7

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe signataires de la Charte, qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par :
 - a. signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ; ou
 - b. signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 8

Le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour suivant la date à laquelle toutes les Parties contractantes à la Charte auront exprimé leur consentement à être liées par le Protocole conformément aux dispositions de l'article 7.

Article 9

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil :

- a. toute signature ;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ;
- c. la date d'entrée en vigueur du présent Protocole conformément à l'article 8 ;
- d. tout autre acte, notification ou communication ayant trait au présent Protocole.

XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Turin, le 21 octobre 1991, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe.

Copie certifiée conforme à l'exemplaire original unique en langues française et anglaise, déposé dans les archives du Conseil de l'Europe.

Strasbourg, le *20 novembre 1991*

Le Directeur des Affaires juridiques
du Conseil de l'Europe,



Erik HARREMOES

TRADUZIONE NON UFFICIALE

PROTOCOLLO DI EMENDAMENTO ALLA CARTA SOCIALE EUROPEA

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari del presente Protocollo della Carta Sociale Europea aperta alla firma a Torino il 18 Ottobre 1961 (in appresso denominata "la Carta")

Determinati ad adottare talune misure per migliorare l'efficacia della Carta in particolare il funzionamento delle sue strutture di supervisione;

Considerando pertanto che è auspicabile emendare alcune disposizioni della Carta,

Hanno stabilito quanto segue:

Articolo 1

L'Articolo 23 della Carta recita come segue:

"Articolo 23

Comunicazione delle copie dei rapporti e dei commenti

1. Nell'inviare al Segretario Generale un rapporto, in conformità con gli Articoli 21 e 22, ciascuna Parte Contraente indirizzerà una copia di tale rapporto alle sue Organizzazioni nazionali che fanno parte a titolo di membro di organizzazioni internazionali di datori di lavoro e di sindacati invitate in base all'Articolo 27, paragrafo 2, a farsi rappresentare alle riunioni del Comitato Governativo. Le Organizzazioni invieranno al Segretario Generale tutti gli eventuali commenti sui rapporti delle Parti Contraenti. Il Segretario Generale invierà una copia di tali commenti alle Parti Contraenti interessate che potrebbero desiderare di rispondere.

2. Il Segretario Generale inoltrerà una copia dei rapporti delle Parti Contraenti alle Organizzazioni internazionali non-governative aventi status consultivo presso il Consiglio d'Europa ed una particolare competenza in questioni disciplinate dalla presente Carta.

3. I rapporti ed i commenti di cui agli Articoli 21 e 22 ed al presente articolo saranno, su richiesta, messi a disposizione del pubblico."

Articolo 2

L'articolo 24 dello Statuto recita come segue:

"Articolo 24**Esame dei rapporti**

1. I rapporti inviati al Segretario Generale in conformità con gli Articoli 21 e 22 saranno esaminati da un Comitato di Esperti Indipendenti istituito in conformità con l'Articolo 25. Al Comitato dovrà altresì giungere ogni commento inviato al Segretario Generale, in conformità con il paragrafo 1 dell'Articolo 23. Al termine del suo esame, il Comitato degli Esperti indipendenti elaborerà un rapporto contenente le sue conclusioni.

2. Per quanto riguarda i rapporti di cui all'Articolo 21, il Comitato di Esperti Indipendenti valuterà da un punto di vista legale la conformità del diritto e della prassi nazionali per quanto riguarda gli obblighi derivanti dalla Carta nei confronti delle Parti Contraenti interessate.

3. Il Comitato di Esperti indipendenti può rivolgere richieste per ulteriori informazioni e chiarimenti direttamente alle Parti Contraenti. In questa circostanza il Comitato di Esperti Indipendenti potrà anche tenere, se necessario, una riunione con i rappresentanti di una Parte Contraente, sia di sua iniziativa o dietro richiesta della Parte Contraente interessata. Le organizzazioni di cui al paragrafo 1 dell'Articolo 23 saranno informate in merito.

4. Le conclusioni del Comitato di Esperti indipendenti saranno rese pubbliche e comunicate dal Segretario Generale al Comitato Governativo, all'Assemblea parlamentare ed alle Organizzazioni menzionate al paragrafo 1 dell'Articolo 23 ed al paragrafo 2 dell'Articolo 27"

Articolo 3

L'Articolo 25 della Carta recita come segue:

"Articolo 25**Comitato di Esperti Indipendenti**

1. Il Comitato di Esperti Indipendenti conterà di almeno nove membri eletti dall'Assemblea Parlamentare da una maggioranza di voti ottenuta da un elenco di esperti della massima integrità e di riconosciuta competenza in questioni sociali nazionali ed internazionali, nominata dalle Parti Contraenti. Il numero esatto dei membri sarà determinato dal Comitato dei Ministri.

2. I membri del Comitato saranno eletti per un periodo di sei anni. Essi potranno presentarsi per essere rieletti, una volta sola.

3. Un membro del Comitato di Esperti Indipendenti eletto per sostituire un membro il cui periodo di carica non è scaduto rimarrà in carica per per il rimanente periodo di carica del suo predecessore.

4. I membri del Comitato partecipano nella loro capacità individuale. Per tutto il periodo del loro incarico essi non potranno svolgere alcuna funzione incompatibile con i criteri di indipendenza, di imparzialità e di disponibilità inerenti al loro incarico".

Articolo 4

L'Articolo 27 della Carta recita come segue:

"Articolo 27 Comitato Governativo

1. I rapporti delle Parti Contraenti, i commenti e le informazioni comunicate in conformità con i paragrafi 1 dell'Articolo 23 e 3 dell'Articolo 24, ed i rapporti del Comitato di Esperti Indipendenti saranno sottoposti ad un Comitato Governativo.

2. Il Comitato sarà costituito da un rappresentante di ciascuna delle Parti Contraenti. Esso inviterà un massimo di due organizzazioni internazionali di datori di lavoro ed un massimo di due organizzazioni sindacali internazionali ad inviare osservatori aventi qualifica di osservatore alle sue riunioni. Inoltre, esso può consultare rappresentanti di organizzazioni non-governative internazionali aventi qualifica consultiva presso il Consiglio d'Europa ed aventi particolare competenza in questioni disciplinate dalla presente Carta.

3. Il Comitato Governativo preparerà le decisioni del Comitato dei Ministri. In particolare, tenendo conto dei rapporti del Comitato di Esperti Indipendenti e delle Parti Contraenti, esso selezionerà, motivando la sua scelta, in base a considerazioni di natura sociale, economica e di altro carattere, le situazioni che a suo avviso dovrebbero essere oggetto di raccomandazioni nei confronti di ciascuna Parte Contraente interessata in conformità con l'articolo 28 della Carta. Esso presenterà al Comitato dei Ministri un rapporto che sarà reso pubblico.

4. In base ai suoi riscontri sull'attuazione della Carta Sociale in generale, il Comitato Governativo può presentare proposte al Comitato dei Ministri relative a studi da effettuare su problemi sociali e ad articoli della Carta che potrebbero eventualmente essere aggiornati".

Articolo 5

L'Articolo 28 della Carta recita come segue:

"Articolo 28**Comitato dei Ministri**

1. Il Comitato dei Ministri adotterà a maggioranza di due terzi di coloro che votano, il diritto al voto essendo limitato alle Parti Contraenti, sulla base del rapporto del Comitato Governativo, una risoluzione vertente su tutto il ciclo di supervisione e contenente raccomandazioni individuali per le Parti Contraenti interessate.

2. Per quanto riguarda le proposte effettuate dal Comitato Governativo in conformità con il paragrafo 4 dell'Articolo 27, il Comitato dei Ministri adotterà tutte le decisioni che ritiene appropriate".

Articolo 6

L'Articolo 29 della Carta recita come segue:

"Articolo 29**Assemblea Parlamentare**

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa trasmetterà all'Assemblea parlamentare, in vista della tenuta di dibattiti periodici plenari, i rapporti del Comitato di Esperti Indipendenti e del Comitato Governativo, nonché le risoluzioni del Comitato dei Ministri."

Articolo 7

1. Il presente Protocollo è aperto alla firma degli Stati Membri del Consiglio d'Europa, firmatari della Carta che intendono esprimere il loro consenso ad essere vincolati da:

a. firma senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione; oppure

b. firma soggetta a ratifica, accettazione o approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione.

2. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 8

Il presente Protocollo entrerà in vigore il trentesimo giorno successivo alla data alla quale le Parti Contraenti della Carta avranno espresso il loro consenso ad essere vincolati dal Protocollo in conformità con le disposizioni dell'Articolo 7.

Articolo 9

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà gli Stati membri del Consiglio in merito a:

- a. ogni firma;
- b. il deposito di ogni strumento di ratifica, accettazione o approvazione;
- c. la data di entrata in vigore del presente Protocollo in conformità con l'articolo 8;
- d. ogni altro atto, notifica, o comunicazione relativa al presente Protocollo.

In fede di che, i sottoscritti a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Torino, il 21 ottobre 1991 in francese ed in inglese, entrambi i testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copia certificata conforme a ciascuno degli Stati membri del Consiglio d'Europa.

Copia certificata conforme all'esemplare originale unico in lingua francese ed inglese, depositato negli archivi del Consiglio d'Europa.

Strasburgo, il 20 Novembre 1991

Il Direttore degli Affari Legali del Consiglio d'Europa

